

L'Eglise et la construction d'une nation

Contribution en République Démocratique du Congo



Léonard SANTEDI Kinkupu. Théologien.

Il a signé plusieurs ouvrages de théologie dont *Dogme et inculturation en Afrique* (2003). Ancien Doyen de la Faculté de théologie de Kinshasa, il est actuellement Secrétaire Général de la Conférence Episcopale Nationale du Congo. Il est aussi membre de la Commission théologique internationale.

(¹) CENCO, *Notre rêve d'un Congo plus beau qu'avant*, Kinshasa, éd. du Secrétariat général de la CENCO, 2010. Dans la suite de cet article, nous citerons ce document par l'abréviation *Notre rêve*.

(²) CENCO, *Notre rêve*, n° 9.

Le 30 juin 2010, la République Démocratique du Congo (RDC) a célébré le jubilé d'or de son indépendance. Au delà de son aspect festif, cette célébration a été une bonne occasion, pour la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), d'évaluer le chemin parcouru par la nation congolaise en vue d'avancer des propositions concrètes pour bâtir l'avenir. A cet effet, les évêques congolais ont publié un important document intitulé *Notre rêve d'un Congo plus beau qu'avant* (¹). Il est stimulant de constater que, dans ce document, malgré la reconnaissance d'un bilan globalement négatif pour la nation, les évêques congolais se sont situés délibérément en dehors de toute fatalité et de tout pessimisme. Pour eux, un autre Congo est possible et l'avenir de la RDC dépend avant tout des Congolais eux-mêmes. Le jubilé d'or de l'indépendance a donc été vu comme un *kairos*, un moment favorable pour réfléchir aux défis immenses que connaît le pays et proposer de nouvelles orientations et des engagements fermes en vue de bâtir un Congo nouveau.

Dans cette contribution, j'examinerai le contenu du document épiscopal : le diagnostic dressé par les évêques sur la situation du pays, suivi des réponses qu'ils proposent pour aider le peuple congolais à se mettre debout et bâtir sa destinée. A la lumière de cet examen, je suggérerai quelques réflexions théologiques sur la contribution spécifique de l'Eglise à la construction de la nation.

Un rêve brisé

Les évêques commencent par s'interroger sur la situation actuelle de leur pays en ces termes : « Cinquante ans après l'indépendance, nous devons avoir le courage de nous interroger honnêtement : dans quel état se trouve la RDC, notre pays, et pourquoi ? » (²) Leur réponse est claire. Malgré quelques progrès sectoriels et de nombreux acquis en plusieurs domaines, le bilan global peut se résumer par cinquante années de tribulations et d'occasions manquées dans les domaines politique, économique et social.

Dans la vie politique d'abord, la logique du pouvoir, mis en œuvre, s'est montrée contraire aux idéaux initiaux. Les héros de l'indépendance de la RDC rêvaient de la grandeur et de la prospérité de leur pays : « Nous allons faire du Congo le centre de rayonnement de l'Afrique tout entière [...], nous allons veiller à ce que les terres de notre patrie profitent véritablement à ses enfants [...]. J'invite tous les citoyens congolais, hommes, femmes et enfants, à se mettre résolument au travail en vue de créer une économie nationale prospère qui consacrerait notre indépendance économique » ⁽³⁾.

Les évêques estiment que, 50 ans après, le projet national sous-jacent à l'idée de la souveraineté a été trahi en une sorte de perte ou d'abandon de la vocation à l'indépendance véritable. Car, la nation n'est pas vraiment debout, ni ses fils et filles totalement affranchis ! Les raisons principales qui, à leur sens, expliquent cette situation sont, entre autres, le néocolonialisme et l'impérialisme, la personnalisation du pouvoir et de l'Etat, la mauvaise gouvernance, l'entrave à l'exercice des libertés publiques, le pillage des ressources naturelles du pays, l'instrumentalisation des institutions républicaines en faveur des individus, l'exacerbation des clivages ethniques et tribaux à des fins politiciennes et électorales. Ne faudrait-il pas reconnaître, se demandent-ils, que la source première de la plupart de nos problèmes et de nos échecs réside dans une vision et une pratique du pouvoir politique contraires aux idéaux de l'indépendance et des sociétés démocratiques ? En effet, au lieu d'être un service du bien commun, les responsabilités publiques sont prises et exercées dans la logique du partage des avantages économiques au détriment de la population. On préfère la légitimité venant des alliances politiques et militaires à celle que confère un service loyal du peuple.

Vie économique : régression, extraversion, prédation

Selon les évêques, la politique économique du Gouvernement congolais reste une politique de faible investissement, laissant à l'économie informelle près de 90% de l'activité du pays. Cette situation est attribuée à l'absence d'une économie formelle forte, basée notamment sur la production d'entreprises de portée nationale ; celles-ci, malheureusement, n'existent plus. C'est une économie extravertie, ne plaçant pas l'homme congolais au cœur de ses préoccupations. La conséquence sociale de cette régression est une baisse inquiétante du niveau de vie des populations.

⁽³⁾ Discours de Patrice Emery Lumumba, premier Premier ministre de la République du Congo, dans *Congo-Afrique*, n° 441, janvier 2010, p. 21-22 ; Voir *Notre rêve*, n° 7.

D'autres conséquences sont relevées : chute de l'indice de développement humain et croissance de l'indice de pauvreté, accélération du mouvement d'émigration vers l'étranger, fuite de cerveaux, destruction du système des valeurs sociales, morales et spirituelles qui fondent et sécurisent la vie humaine dans toute société. Dans ce domaine de l'économie, les évêques épinglent la gestion des ressources naturelles. Ces « ressources naturelles, qui font de la RDC un « scandale géologique », constituent à la fois un bonheur, c'est-à-dire un important atout économique pour le redressement du pays, et un malheur, c'est-à-dire, une source permanente de convoitises, de conflits, de corruption, voire d'une mafia internationale dont certains Congolais sont complices » (4).

(4) *Notre rêve*, n° 24 ; voir aussi CENCO, *J'ai vu la misère de mon peuple* (Ex 3, 7). *Trop c'est trop !*, 15 février 2003.

Vie sociale : inégalités criantes et misère

La vie sociale est marquée par d'offensantes inégalités et par la misère due à l'effritement des services sociaux de base : santé, nutrition, logement, éducation et emploi (5). Le sous-développement s'explique en grande partie par l'absence de plan de développement digne de ce nom. Le pays est sous perfusion. En témoigne la prolifération de groupes d'assistance humanitaire et d'ONG qui suppléent à la démission, voire à l'absence de l'Etat dans plusieurs secteurs de la vie. Pour les évêques congolais, l'un des secteurs de la vie sociale qui suscite beaucoup d'inquiétudes, c'est le système éducatif qui a enregistré une régression considérable. La part du budget de l'État qui y est allouée est passée de presque 30 % dans les années soixante à moins de 7 % en 2010.

(5) Ajoutons que cette situation ne s'est pas améliorée depuis. Dans un document adressé au Président de la République en février 2013, les évêques affirment que le degré de pauvreté de la population a atteint des proportions qui les inquiètent et les préoccupent comme pasteurs.

Concluant ce diagnostic de la situation actuelle de la RDC, les évêques affirment : « Ne nous voilons pas la face : le rêve de bâtir un Congo plus beau qu'avant n'a-t-il pas été brisé ? Pour nous, la RDC a plus reculé qu'avancé. L'homme congolais n'a pas été au centre de l'action politique, ni économique ni sociale. Pouvons-nous espérer que ce cinquantenaire sera un tournant décisif pour un avenir meilleur ? » (6) Cette analyse lucide les invite à tourner leur regard vers l'avenir. Ils interpellent leurs concitoyens à saisir l'occasion de ce jubilé d'or de l'indépendance pour se mettre debout en vue de construire ensemble la nation congolaise : « Nous, Congolais, ne devons pas toujours rester sur les quais de l'histoire. Il nous appartient, avec la grâce de Dieu, d'orienter notre avenir. Quel avenir voulons-nous donc pour le Congo ? Quels sont nos propositions et nos engagements pour bâtir le Congo de l'avenir ? » (7)

(6) *Notre rêve*, n° 30.

(7) *Idem*, n° 31.

Propositions pour la reconstruction du pays

Suite à ce bilan, les évêques congolais avancent quelques propositions. Selon eux, la renaissance du pays exige en premier lieu de raviver l'espérance dans les cœurs désespérés des Congolaises et Congolais angoissés par un avenir sombre. Ils les estiment capables de surmonter aujourd'hui les handicaps de leur situation et de construire un Congo nouveau. L'espérance, estiment-ils, est l'antidote à toutes les fatalités et à tous les pessimismes. Elle enseigne qu'avec Dieu quelque chose de nouveau peut toujours advenir, une nouveauté qui interpelle la responsabilité des croyants. Il s'agit donc d'une espérance « poétique » qui est une manière plus profonde et plus créatrice d'habiter l'histoire et de contribuer à la transformer ; une espérance qui pousse à nous engager pour transfigurer nos vies, nos communautés, notre société.

Pour les évêques, il est clair que les fidèles catholiques, en tant que « sel de la terre et lumière du monde » (Mt 5, 13-14) ont la grave responsabilité de participer activement à la renaissance du Congo ; qu'ils doivent s'engager pour le développement de leur pays ; qu'ils doivent devenir signe d'espérance à tous les niveaux de la vie sociale et professionnelle. Ils invitent donc les fidèles chrétiens à méditer sur le paradoxe que nos églises se remplissent de plus en plus, alors que nos cœurs se vident d'amour et que notre société se déstructure. L'avenir du pays, affirment-ils, « n'est ni dans les incantations, ni dans les formes de spiritualité folklorique qui déresponsabilisent le Congolais et le détournent de sa mission de construire la cité terrestre ⁽⁸⁾ ». ⁽⁹⁾ Idem, n° 31.

Politique et économie au service de l'homme

En second lieu, les évêques congolais proposent un idéal politique de service : « Les politiciens que nous voulons pour le Congo de demain sont ceux qui craignent Dieu, aiment notre peuple jusqu'au bout et vivent leur engagement politique comme un service du bien commun » ⁽⁹⁾. Pour eux, c'est l'homme qui doit être au cœur de tout engagement politique. Ils rappellent à ce sujet l'invitation de la Deuxième Assemblée du Synode des évêques pour l'Afrique qui exigeait des chrétiens engagés en politique de se convertir ou alors de quitter la scène politique, pour ne pas nuire au peuple et entacher la réputation de l'Eglise catholique. Par ailleurs, ils encouragent les politiciens à se comportant en ambassadeurs du Christ, et ils s'engagent à accompagner les acteurs politiques à travers des aumôneries spécialisées ⁽¹⁰⁾.

⁽⁹⁾ Idem, n° 36.

⁽¹⁰⁾ Voir CENCO, « Ambassadeurs du Christ (2 Co 5, 20) dans les milieux politiques », in *Lettre des évêques catholiques de la RDC aux acteurs politiques catholiques à l'occasion du jubilé d'or de l'indépendance du pays (1960-2010)*, Kinshasa, Ed. du Secrétariat Général de la CENCO, 2010.

La troisième proposition des évêques congolais consiste à promouvoir une économie au service de l'homme congolais. Selon eux, il convient d'envisager un mode de croissance économique durable, orienté vers la solution du problème de pauvreté ; qu'il soit basé sur les secteurs productifs et implique la participation de larges franges des populations aussi bien dans la production que dans le bénéfice de la croissance elle-même. Ces secteurs sont notamment l'agriculture qu'il faut promouvoir et dont il faut valoriser la production par une transformation locale et des possibilités de commercialisations élargies, les infrastructures économiques des masses, l'habitat, ainsi que d'autres secteurs comme le transport et l'énergie, de manière à promouvoir l'accumulation interne au détriment de l'accumulation extravertie. Pour cela, il est impératif que l'Etat joue son rôle de responsable du bien-être des populations et du développement humain dans le pays.

Cela requiert que l'on investisse davantage dans la santé, la nutrition et surtout dans l'éducation des populations. Investir dans les services sociaux de base ou dans le développement des ressources humaines devient ainsi un des défis majeurs pour cette stratégie de renforcement des capacités des populations pour un développement harmonieux de la RDC. Les évêques demandent à l'Etat congolais d'impliquer la population dans l'exploitation et la gestion de ces ressources naturelles afin qu'elles servent réellement au bien-être du peuple congolais.

(¹¹) Voir *Notre rêve*, n° 48-49. Signalons qu'en RDC l'Eglise catholique assure plus de 40 % de la couverture scolaire, avec notamment 14.000 établissements, dont plus de 10.000 pour le primaire et 4.000 pour le secondaire ; avec plus de 4.000.000 d'élèves, représentant plus de la moitié des enfants scolarisés du pays, et plus de 120.000 enseignants. La contribution de l'Eglise catholique dans le domaine de la santé est remarquable elle aussi : l'Eglise assure près de 45 % des offres des services de santé du pays. Il s'agit de 185 hôpitaux, 123 centres de santé et 50 instituts de techniques médicales, de 500 médecins, 3.000 infirmiers, 4.500 auxiliaires de santé.

Education et nouvelle mentalité

Au-delà de la politique et de l'économie, les évêques, retiennent un domaine capital et vital : l'éducation. Celle-ci apparaît à leurs yeux comme le secteur qu'il faut promouvoir en priorité pour construire la RDC. Une société sans école est une société sans avenir. En effet, se demandent-ils, quel développement peut-on attendre sans école, sans une éducation de qualité de ceux qui devront le réaliser ? Quel avenir pour la RDC si les jeunes, acquis à la loi du moindre effort, croient que les résultats s'achètent par tous les moyens, même au prix de leur dignité humaine ? Quel avenir si l'éducation reste toujours marginalisée dans les prévisions budgétaires nationales ? Le cinquantenaire doit être l'occasion favorable pour de nouveaux engagements dans le budget à allouer à l'enseignement. L'Eglise n'accepte pas la démission de l'Etat dans ce domaine. Trop c'est trop (¹¹) !

Pour les évêques, il est clair que toutes ces propositions pour un Congo nouveau exigent un nouvel esprit et une nouvelle

culture : le respect du bien commun et de la parole donnée, le sens de l'effort, l'amour du travail et le patriotisme. Il faut, affirment-ils, un changement des mentalités. Prolongeant leur analyse, ils soulignent qu'un tel changement ne peut réussir sans structures sociales qui les portent et les alimentent, sans la construction de nouvelles institutions politiques et sociales de gestion de la vie collective selon des principes différents de ceux qui, aujourd'hui, trahissent la nation. Ce dont il s'agit, en profondeur, c'est de penser l'organisation, la gestion et l'administration de notre peuple à partir de grandes valeurs spirituelles, éthiques et rationnelles, pour mettre l'homme au cœur des pratiques du pouvoir politique, de l'organisation socio-économique et de toutes les sphères de la vie publique.

Telles sont les propositions avancées par les évêques pour bâtir le Congo de l'avenir. Ces propositions soulèvent certaines questions, notamment celle de l'option pastorale opportune pour espérer obtenir l'engagement efficace des fidèles catholiques dans la mise en œuvre de ces propositions, ainsi que la question des stratégies sociopolitiques à mettre en place. Je propose ici quelques réflexions théologiques en réponse à ces questions capitales.

Perspectives pour un engagement de l'Eglise

Avant d'ouvrir deux perspectives pour une contribution opératoire de l'Eglise au développement de la nation congolaise, j'exprime d'abord trois convictions en réponse à ceux qui estiment que le pluralisme politique de nos sociétés sécularisées n'autorise plus l'Eglise à s'ingérer, en tant qu'institution, dans la tâche de construction des États. La première conviction est que l'Eglise, comme Peuple de Dieu, est appelée à travailler non seulement à sa propre croissance intérieure, mais aussi à l'achèvement et à la libération du monde. Le salut dont elle est porteuse n'est pas l'attente passive d'un autre monde, il est transformation du monde présent par l'action personnelle et communautaire de tous les chrétiens⁽¹²⁾. Il est, de ce fait, une réalité solidaire et intégrale, un engagement concret dans le jeu des solidarités humaines qui doit conduire à transformer les cœurs et les institutions. C'est en ce sens que Vincent Cosmao affirmait à juste titre que transformer le monde est une tâche pour l'Eglise.

Une deuxième conviction qui nous habite est celle qui nous permet d'affirmer que le dynamisme pour les transformations institutionnelles et pour la vitalité évangélique trouvera

⁽¹²⁾ Voir Conférence épiscopale du Zaïre, *Notre foi en Jésus-Christ*, Kinshasa, Ed. du Secrétariat Général de la Conférence épiscopale du Zaïre, 1975.

(13) Voir sur ce point P. VALADIER, *Un christianisme d'avenir pour une nouvelle alliance entre raison et foi*, Paris, Seuil, 1979, p. 215.

(14) Ibidem

sa source dans la confrontation de l'existence chrétienne avec les défis du temps. La nécessité de témoigner dans la société suscite les énergies et conduit à une fidélité plus grande (13). En conséquence, les croyants ont une place essentielle à tenir dans le débat public, car on peut légitimement attendre d'eux le sens du bien commun, le souci des solidarités concrètes et effectives, une participation large à la vie publique par le biais d'associations diverses, une parole d'espérance fondée dans la conviction simple que l'avenir a un visage, un visage désirable, même si l'on en ignore les traits (14). Et dans le contexte de notre pays, marqué par le doute, tenté par le vide, l'Eglise a le devoir de prononcer cette parole d'espérance à notre peuple. Les évêques ont donc eu raison de commencer par l'exigence de raviver l'espérance dans le cœur des citoyens congolais.

Non pas suppléance, mais créativité

L'Eglise est appelée à réaliser la mission prophétique de Jésus-Christ dans l'aujourd'hui de notre histoire. Pour cela, comme le souligne J.-M. Ela, elle est appelée à descendre dans les lieux de la misère où l'on vend le pauvre pour de l'argent tandis que l'on condamne les jeunes filles à faire de leur corps une marchandise sur les campus universitaires, les quartiers insalubres ou les trottoirs du néolibéralisme (15). Elle ne peut donc pas se taire devant ce que Paul Valadier appelle « le mal politique (16) ». Elle est appelée à dire que, malgré le poids de la souffrance, notre histoire présente ne reste pas fermée sur elle-même, mais elle est ouverte au Règne de Dieu. C'est pourquoi, devant l'avenir, ni le désespoir ni le fatalisme ne peuvent être justifiés (17).

A travers ces deux convictions, on découvre l'affirmation capitale d'une troisième conviction : l'Eglise a un rôle social et ce rôle n'est pas de suppléance provisoire à un déficit de l'action des pouvoirs publics. On doit affirmer effectivement que, par son engagement dans des tâches sociales, l'Eglise investit son sens évangélique de l'humain dans un travail créatif et charismatique d'invention de la société, en vue de fournir des réponses originales aux problèmes inédits rencontrés par l'humanité. L'espérance n'a pas à travailler en termes de suppléance, mais dans le sens de la créativité sociale, pour inventer partout sur la planète des « laboratoires possibles » de l'invention de la société (18). Ces convictions nous conduisent à soutenir l'option pastorale pour l'évangélisation des cultures et la mise en place de structures garantissant une gouvernance basée sur des valeurs éthiques.

(15) Voir J.-M. ELA, *Repenser la théologie africaine. Le Dieu qui libère*, Paris, Karthala, 2003, p. 237.

(16) Voir P. VALADIER, « Le mal politique », dans *Revista portuguesa de filosofia*, n° 57, 2001, p. 667-681.

(17) Voir Jean-Paul II, Exhortation apostolique post-synodale *Ecclesia in Africa*, n° 14.

(18) Voir sur ce point J.-L. SOULETIE, « L'espérance dans la postmodernité. Pour un débat critique avec la théologie de J.-B. Metz », dans L. Santedi Kinkupu (dir.) *La théologie et l'avenir des sociétés. Cinquante ans de l'Ecole de Kinshasa*, Paris, Karthala, 2010, p. 337-350.

Inventer une culture de l'engagement

L'évangélisation des cultures, comme le souligne Jean Paul II, représente la manière la plus profonde et la plus globale d'évangéliser une société ; c'est à travers elle que le message du Christ pénètre dans les consciences des personnes et se projette dans l'*ethos* du peuple, dans ses activités, ses institutions et ses structures ⁽¹⁹⁾. Il est donc important que la foi chrétienne puisse informer l'ensemble du comportement chrétien, consolidant ainsi ce que Jean Paul II appelle « une culture chrétienne » qui renouvelle, développe et unifie les valeurs historiques passées et présentes pour répondre d'une façon adéquate aux défis de notre temps.

⁽¹⁹⁾ Voir *L'Osservatore Romano*, 20 octobre 1992, p. 9.

L'évangélisation des cultures permet ainsi de promouvoir la culture chrétienne, au sens où l'on parle, par exemple, de culture politique ou de culture d'entreprise, c'est-à-dire de ce qui structure la perception globale d'une situation ou la compréhension profonde de ce qu'il convient de vivre ou de faire quand il est question des choix essentiels et des décisions radicales pour une personne, un pays, un peuple. Il est clair que cette culture-là manque cruellement dans notre société à majorité chrétienne.

Il faut l'affirmer clairement : le développement de nos pays africains en général ne peut se faire en l'absence de progrès culturels. Nous soulignons ici la dimension éthique de la culture sans laquelle celle-ci se transforme en instrument d'appauvrissement de l'humanité. La culture a pour fin le développement intégral de la personne, le bien de la communauté et celui du genre humain tout entier. L'évangélisation des cultures doit donc permettre aux fidèles de trouver dans leur culture des repères pour travailler au développement authentique de leur nation.

Culture comme éducation et responsabilité

Lors de sa visite à l'UNESCO en 1980, alors qu'il évoquait l'expérience de son pays, la Pologne, qui a su protéger son identité, Jean-Paul II disait :

Je suis fils d'une nation qui a vécu les plus grandes expériences de l'histoire, que ses voisins ont condamnée à mort à plusieurs reprises, mais qui a survécu et qui est restée elle-même. Elle a conservé son identité, et elle a conservé, malgré les partitions et les occupations étrangères, sa souveraineté nationale, non en s'appuyant sur les ressources de la force physique, mais uniquement en s'appuyant sur sa culture. Cette culture s'est révélée en l'occurrence d'une puissance plus grande que toutes les autres forces ⁽²⁰⁾.

⁽²⁰⁾ « Discours du Pape Jean Paul-II à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) », dans la *Documentation catholique*, n°1788, 15 juin 1980, §14, p. 606

C'est dans cette perspective de la culture, considérée non pas seulement comme *otium* (loisir), mais aussi et surtout comme *paideia* (éducation), que la culture congolaise peut devenir ce creuset, ce pétrin d'humanité, cette force à partir de laquelle les fidèles catholiques et tous les citoyens de bonne volonté pourront bâtir le nouveau Congo. On le voit, le travail de l'évangélisation des cultures est dès lors de favoriser, d'encourager et de former des chrétiens actifs et engagés dans la transformation de la société afin que davantage de justice, de fraternité, de solidarité, et de meilleures conditions de vie puissent prendre le meilleur sur la culture de l'égoïsme, de l'exploitation des pauvres, du pouvoir qui écrase et des antivaleurs qui dénaturent l'homme comme image de Dieu.

Dans cette perspective, l'option pour l'inculturation prise par les évêques congolais devient une exigence de sainteté qui transforme la société où l'Evangile est proclamé, une exigence de vie concrète ouverte à l'Evangile et animée par lui. Ainsi, la nouvelle évangélisation devient la proclamation au monde de la grande espérance qu'offre le Ressuscité. Une espérance qui assume la rugosité de l'histoire et dispose l'homme à assumer ses responsabilités de bâtisseur de la cité. Par cet engagement, comme le souligne Benoît XVI dans son encyclique *Spe Salvi*, nous apportons notre contribution à ce que le monde devienne un peu plus lumineux et un peu plus humain et qu'ainsi les portes s'ouvrent vers l'avenir. C'est l'attachement à cette espérance qui fait des chrétiens les témoins de la nouveauté de Dieu au cœur des cultures.

Structures sociopolitiques et valeurs éthiques

On ne change pas un peuple par des paroles, aussi fortes soient-elles ; encore faut-il des structures qui les portent et les rendent performatives. C'est ce que les évêques congolais ont bien vu en soulignant que le changement de mentalités qu'ils appellent de leurs vœux ne peut réussir sans structures sociales qui les portent et les alimentent, sans mise en place de nouvelles institutions politiques et sociales de gestion de la vie collective selon des principes différents de ceux qui, aujourd'hui, trahissent la nation. C'est pourquoi ils nous invitent à prendre en compte d'autres dimensions de la justice que la seule relation interpersonnelle, insistant sur son aspect structurel et sur la nécessité de travailler à changer les structures dans le champ socio-économique et politique. Dans un message adressé au peuple congolais un an avant le cinquantième de l'indépendance du pays, ils attiraient déjà l'attention des gouvernants sur l'exigence incontournable des valeurs éthiques pour assurer un réel avenir à la nation ; ils écrivaient :

Quand une société perd les repères fondamentaux comme ceux du bien commun, de l'organisation sociale de la vie, de l'engagement pour l'intérêt de tous ; lorsqu'une société s'enferme dans l'accoutumance à la violence et dans la perversion des mœurs ; quand les dirigeants d'une nation n'ont plus le sens de leurs responsabilités et qu'ils se pervertissent dans la recherche d'un enrichissement facile et sans scrupule, dans la criminalité économique, où voulez-vous que cette nation aille sinon vers son effondrement ? Il est donc temps de rappeler à notre peuple et à nos dirigeants qu'il existe des valeurs fondamentales sans lesquelles la vie, le progrès, le développement et le bonheur de la nation ne sont pas possibles. Ce sont notamment ces valeurs du

bien commun, du respect absolu de la Loi Fondamentale, d'un développement solidaire qu'il nous faut redécouvrir ⁽²¹⁾.

« Construire l'utopie quotidienne »

Pour les évêques congolais, il est impérieux de nous forger une nouvelle échelle de valeurs face aux antivaleurs qui minent le tissu éthique de notre société. Ici, l'enjeu est la construction d'une culture de la démocratie locale et de la gestion communautaire du « bien-vivre-ensemble » à tous les niveaux de l'existence collective : les terroirs villageois, les quartiers et les villes qui constituent ensemble l'espace congolais. Un espace où il est impératif aujourd'hui d'articuler les diversités et de rassembler les richesses humaines au service d'un bonheur commun et des générations futures ⁽²²⁾.

Pour ce faire, il ne s'agit pas seulement de gouverner autrement et de gérer autrement les entités et aires multiples de la riche diversité humaine, mais de former des sujets qui s'engagent au nom de leur foi chrétienne à faire éclore un esprit où l'intérêt de chaque personne, les droits des diverses communautés, les attentes de chaque groupe social et les espérances de tout le peuple congolais se gèrent selon les valeurs fondamentales de l'humain ⁽²³⁾. La bonne gouvernance deviendrait, dans cette perspective, l'instauration d'une dynamique sociétale nouvelle, qui libère les énergies créatrices de tous les membres d'un groupe humain, à l'échelle à la fois locale et nationale. Elle est ainsi la condition du développement réel, un développement au sens plein et global, selon les riches perspectives tracées par Benoît XVI dans sa Lettre encyclique *Caritas in veritate*. Avec ces perspectives, nous espérons contribuer à bâtir une grande destinée pour la RDC. Est-ce là une vaine utopie ? Nous répondrons en faisant nôtres ces paroles de la théologienne colombienne Carmiña Navia Velasco :

Je ne crois absolument pas qu'il soit nécessaire de renoncer au souffle de l'utopie. Il est légitime que nous rêvions d'un monde différent, d'une société transformée, des relations harmonieuses et justes... Mais, alors même que nous tissons ce rêve, il est indispensable de construire dans notre vie de chaque jour l'utopie quotidienne [...] parce que l'appel de Jésus de Nazareth est un appel à être heureux ici et maintenant. « Le règne de Dieu est au milieu de vous » dit Jésus. Ce n'est qu'en mettant en œuvre notre capacité de transformer le quotidien que nous pourrons progresser vers ces petites utopies quotidiennes qui soustiennent notre route en ces heures si difficiles ⁽²⁴⁾.

⁽²¹⁾ CENCO, *La justice grandit une nation* (Pr 14, 34). *La restauration de la Nation par la lutte contre la corruption*, éd. du Secrétariat Général de la CENCO, 2009, n° 16.

⁽²²⁾ Kā MANA, « Pour une bonne gouvernance mondiale », in *Congo-Afrique* (2008), n° 243, p. 201.

⁽²³⁾ Ibidem

⁽²⁴⁾ Carmina NAVIA Velasco, « El Dios que nos revelan las mujeres », dans *Relat* (Revue électronique de théologie sur le site de l'Université Centraméricaine du Salvador) ; cité par Alain Durand, « La théologie de la libération face à la mondialisation néo-libérale. Le marché, usurpation du sacré », dans *Congo-Afrique*, n° 368 (2002), p. 462.

Une contribution très attendue

Les pères de l'indépendance ont rêvé d'un Congo plus beau qu'avant. Pour les évêques congolais, la RDC n'a pas su réaliser ce rêve. Le pays a aujourd'hui besoin d'une nouvelle vision, d'un grand souffle. Il a besoin de refonder son existence sur des valeurs morales et spirituelles pour produire la nouvelle culture de la justice et de la paix. Dans cette tâche de reconstruction et de renaissance de la nation, la contribution de l'Eglise catholique et des fidèles chrétiens est très attendue. Car si la foi en Dieu est orientée vers la manière dont les hommes sont en relation les uns avec les autres et selon laquelle la société devrait être ordonnée, elle implique que le croyant participe, en paroles et en actes, à la recherche de la justice telle qu'elle s'organise dans et entre nos sociétés⁽²⁵⁾.

(25) Cet aspect a été clairement souligné lors de la 32^e Congrégation Générale de la Compagnie de Jésus. Voir sur ce point le commentaire de Ch. Theobald, *Le christianisme comme style*, t. I « Une manière de faire la théologie en postmodernité », Paris, Cerf, 2007, p. 450.

Pour cela, ce qui s'impose aujourd'hui c'est une nouvelle manière de penser notre foi, nos responsabilités, c'est la reconnaissance par chacun d'entre nous que nous avons des devoirs envers nous-mêmes, la nation et le monde, des devoirs que nous devons assumer avec joie, forts de notre conviction que notre foi chrétienne fait de nous des bâtisseurs de la cité terrestre, une cité de paix de justice et d'amour. L'évangélisation des cultures précédemment évoquée vise justement à conduire les fidèles chrétiens à vivre leur foi dans cette conviction. Car ce qui, à notre sens, manque le plus cruellement dans le contexte de notre pays, ce sont des ressorts moraux et spirituels qui permettent au Congo de rebondir. Il faut donc aujourd'hui inventer ces ressorts neufs qui permettront à la RDC de transformer ses échecs et ses désastres en défis à relever.

Notre pays peut-il trouver dans les communautés chrétiennes, en particulier dans les intellectuels et acteurs politiques chrétiens, dans les associations chrétiennes, ce déclic, ces ressorts lui permettant de se propulser vers l'avenir ? Notre foi, notre espérance et notre rêve, à la suite du message de l'évêque congolais, c'est de voir les chrétiens congolais et l'Eglise catholique tout entière devenir une véritable force de renouveau pour la République Démocratique du Congo. ■